

TRIBUNE

Interdiction du glyphosate : l'heure pour la France de combler son retard écologique

Par [Un collectif d'associations\(https://www.liberation.fr/auteur/14870-un-collectif-d-associations\)](https://www.liberation.fr/auteur/14870-un-collectif-d-associations) — 13 septembre 2018 à 11:39



Epandage de pesticides à Bailleul, en juin 2015. Photo Philippe Hugen. AFP

Alors que le projet de loi alimentation et agriculture est de nouveau débattu à l'Assemblée nationale, un collectif d'associations et d'acteurs de

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services et

l'environnement appelle les députés à adopter définitivement l'amendement proposant une interdiction du pesticide.

Au terme d'une bataille parlementaire expédiée en quelques mois, les députés vont prochainement adopter définitivement la loi agriculture et alimentation. L'interdiction du glyphosate sous trois ans aura électrisé les débats sans pour autant modifier profondément le rapport de force.

Le vieux monde agrochimique, en retard d'une transition agricole et alimentaire a pesé de tout son poids et a réussi à se faire entendre d'une majorité «en marche» arrière !

En 2009 a été mis en place le plan Ecophyto piloté par le ministère de l'Agriculture dont l'objectif était de réduire de 50% l'usage des phytosanitaires en France à horizon 2018 avec un accompagnement financier significatif des agriculteurs par l'Etat. Le résultat est très loin d'être satisfaisant : entre 2009 et 2016, l'utilisation des pesticides a augmenté de 12,4% en France.

A LIRE AUSSI

Glyphosate : comment le mettre hors champs ?(http://www.liberation.fr/france/2018/08/13/glyphosate-comment-le-mettre-hors-champs_1672491)

Le gouvernement a pourtant décidé de faire confiance à la profession agricole, supposée réduire d'elle-même l'utilisation du glyphosate. Les députés n'ont ainsi pas souhaité légiférer, préférant à une loi contraignante un vague engagement auquel personne ne croit ! Les échecs patents des plans Ecophyto 2018 puis Ecophyto2 apportent pourtant la preuve que le dialogue, la concertation, les chartes et autres engagements volontaires demeurent insuffisants pour organiser la transition dont le monde agricole a besoin.

En première lecture, une majorité de députés a préféré tourner autour du pot de glyphosate, optant une fois de trop pour une nouvelle forme de procrastination politique qui ne fait plus guère illusion. De fait, personne n'est dupe. A défaut de légiférer, les parlementaires gesticulent, pérorent et reportent à demain ce qu'ils auraient dû décider avant-hier.

Soixante-trois députés sur 577 (représentant une majorité de parlementaires

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services et

présents au moment du vote) ont rejeté, en première lecture, le principe d'une interdiction du glyphosate. Cette semaine, une nouvelle occasion s'offre à eux. Plusieurs amendements ont été déposés plaidant pour une interdiction de cette substance classée «potentiellement cancérigène». Alors que plus de 80% des Français se déclarent favorables à une telle interdiction, l'heure n'est plus à la tergiversation. Nous appelons les députés à adopter définitivement l'amendement proposant une interdiction du glyphosate.

A l'instar des insecticides néonicotinoïdes qui ont été interdits au 1^{er} septembre, l'interdiction du glyphosate permettrait à la France de combler son retard écologique et donnerait un signe fort et encourageant à la veille de la grande négociation européenne conduisant à la refonte de la politique agricole commune.

Signataires : Jacques Caplat, secrétaire général d'Agir pour l'Environnement ; **Alain Bazot**, président de l'UFC-Que Choisir ; **Michel Dubromel**, président de France Nature Environnement ; **Allain Bougrain-Dubourg**, président de la Ligue pour la protection des oiseaux ; **Benoît Faucheux**, délégué général du CCFD-Terre Solidaire ; **Jérôme Dehondt**, porte-Parole du Miramap ; **Claire Nouvian**, présidente de Bloom ; **Karine Jacquemart**, directrice de Foodwatch France ; **Philippe Quirion**, président du réseau Action climat France ; **François Veillerette**, porte-parole de Générations Futures ; **Marie-Jeanne Husset**, secrétaire de WECF France ; **Quentin Delachapelle**, vice-président du réseau des Civam ; **Marc Dufumier**, président de Commerce équitable France ; **Martine Laplante**, référente agriculture des Amis de la Terre ; **Jacques Loyat**, commission «politiques agricoles» d'Attac France ; **Arnaud Apoteker**, délégué général de Justice pesticides ; **Maxime de Rostolan**, Fermes d'avenir ; **Clotilde Bato**, déléguée générale de SOL alternatives agroécologiques et solidaires ; **Jean-Claude Genêt**, réseau Environnement santé ; **Marie-Pascale Deleume**, administratrice Eau et rivières de Bretagne ; **Patrick Lespagnol** et **Bernard Schmitt**, coprésidents du mouvement de l'agriculture biodynamique ; **Anne-Françoise Taisne**, déléguée générale du CFSI ; **Nabil Berbour**, SumOfUs ; **François Chemillier**, président de PowerFoule.org.

[Un collectif d'associations \(https://www.liberation.fr/auteur/14870-un-collectif-d-associations\)](https://www.liberation.fr/auteur/14870-un-collectif-d-associations)

CONTENUS SPONSORISÉS

PUBLICITÉ [\(ht](#)

http://self-booking.ligatus.com/?utm_source=ligatus-de&utm_medium=placement&utm_content=text&utm_campaign=branding (http://self-booking.ligatus.com/?utm_source=ligatus-de&utm_medium=placement&utm_content=logo&utm_campaign=branding)

Voiture de société : quels avantages pour le collaborateur et pour l'entreprise?

Blog Alternative Business

Surpoids : Un ingénieur a découvert ce truc à faire tous les jours

Perdre du Ventre

Découvrez le nouveau forfait 20Go à 5€/mois sans engagement et sans condition !

Promo Forfait RED by SFR

Et vous, que faites-vous avant 9h du matin ?

NOUVEAU PEUGEOT RIFTER